

This idea was first written in French, and then translated into English. Sorry for bad English.

Page 2 : Promoting free and decentralized alternatives to social media.

Page 3 : Promouvoir les alternatives libres et décentralisées aux réseaux sociaux

Promoting free and decentralized alternatives to social media

By Marie Saulnier

On the internet, an important part of the traffic is on social media, particularly Youtube, Facebook and Twitter.

These platforms have acquired a real monopoly in their respective domain : it is impossible for content producers to ignore them and to use a lesser-known equivalent platform.

This situation gives a huge power to a few companies. It is natural for a platform to have the right to decide on its terms of use as it wishes (if it is legal), and a user, if they refuse them, is free not to use this platform. But, today, for a content producer, using an alternative is not possible, if they want people to see them; likewise if one wants to follow a content producer. Hence, many internet users, regardless of whether they like it or not, are forced to remain on these particular platforms, that impose their rules without particular constraint (except the law).

It is even more preoccupying when those social media are able to massively manipulate the public opinion, and when they remain proprietary, which makes it impossible to understand how they work.

However, free and decentralized alternatives exist. "Decentralized" means that, unlike Youtube, for example, there doesn't exist any platform, in the middle of the system, that rules the whole content and imposing all rules, but that there are, on the contrary, many communities that can be formed freely around the rules they think are the best (like there doesn't exist a Big Internet Regulator Authority in general), but easily compatible, like e-mails can be sent and received without any problem between people whose messaging service are different.

Additionally, initiatives in this way have emerged inside the European Union (for example, Framasoft); but they lack support and visibility.

So, we propose :

- to support the creation of free and decentralized alternatives to social media (among others);
- to favor the adoption of these alternatives by public institutions of the EU and member states, which currently very often use Youtube, Twitter or Facebook, for example.

Promouvoir les alternatives libres et décentralisées aux réseaux sociaux

Par Marie Saulnier

Sur Internet, une partie importante du trafic est dirigée vers les réseaux sociaux, notamment Youtube, Facebook ou Twitter.

Ces plateformes ont désormais acquis un véritable monopole dans leur domaine respectif : il est impossible, pour des producteurs de contenu, de les ignorer et d'utiliser un équivalent moins connu.

Cela confère un pouvoir énorme à quelques entreprises. Il est naturel qu'une plateforme ait le droit d'établir ses conditions d'utilisation comme bon lui semble (dans les limites légales), et un utilisateur, s'il les refuse, est libre de ne pas utiliser cette plateforme. Mais, aujourd'hui, pour un producteur de contenu, utiliser une alternative n'est pas possible, s'il souhaite pouvoir être vu ; de même si l'on souhaite suivre un producteur de contenu. De ce fait, les internautes sont, pour beaucoup, qu'ils le veuillent ou non, obligés de rester sur ces plateformes particulières, qui dictent donc leurs règles sans contrainte particulière (hormis la contrainte légale).

Cela est d'autant plus préoccupant que ces réseaux sociaux ont le pouvoir de largement manipuler l'opinion publique, et qu'ils restent propriétaires, ce qui rend leur fonctionnement très opaque.

Pourtant, des alternatives libres et décentralisées existent. "Décentralisées" signifie que, au contraire de Youtube, par exemple, il n'existe pas de plateforme, au milieu du système, gérant l'ensemble des contenus et imposant toutes les règles, mais, qu'il y a, au contraire, de nombreuses communautés pouvant se former librement sur la base des règles qu'ils jugent les meilleures (de la même façon qu'il n'existe pas de Grande Autorité Régulatrice d'Internet en général), mais aisément compatibles, de la même façon que des courriels peuvent être échangés sans problème particulier entre des personnes dont la messagerie est différente.

De plus, des initiatives en ce sens ont vu le jour au sein de l'Union européenne (par exemple, Framasoft) ; mais elles manquent de soutien et de visibilité.

Ainsi, nous proposons :

- de soutenir la formation d'alternatives libres et décentralisées aux réseaux sociaux (entre autres) ;
- de favoriser l'adoption de ces alternatives par les institutions publiques européennes et des États membres, qui utilisent aujourd'hui très fréquemment Youtube, Twitter ou Facebook, par exemple.